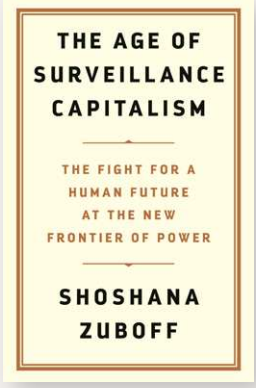
Résister à la surveillance

*Interview avec **Shoshana Zuboff** par Olaf Bruns*

Shoshana Zuboff est professeur honoraire à la Harvard Business School. Depuis la publication de son livre « In the Age of the Smart Machine » en 1998, elle consacre sa carrière à l'étude du numérique, ses conséquences sur les individus et sur la société, ainsi que sa relation avec l'avenir du capitalisme. Son nouveau livre, intitulé « The Age of Surveillance Capitalism: The Fight for a Human Future at the New Frontier of Power », est paru en janvier 2019.



Dans son nouveau livre, « Surveillance Capitalism », Shoshana Zuboff explore une nouvelle page de l'histoire du capitalisme, où les géants de la technologie et de plus en plus d'autres secteurs de l'économie engrangent des bénéfices grâce à des données obtenues des citoyens sans leur consentement et transformées en matière première pour la prévision des comportements – avec des effets dévastateurs sur l'économie, la démocratie et la vie des individus.

***Progressive Post :** Votre nouveau livre s'intitule « Surveillance capitalism » (le capitalisme de surveillance). Comment décririez-vous précisément ce concept ?*

Shoshana Zuboff : Le capitalisme évolue en prenant des éléments qui se trouvent en dehors du marché pour ensuite les intégrer dans la dynamique du marché, afin qu'ils puissent être vendus et achetés. À cet égard, le capitalisme de surveillance suit le modèle traditionnellement observé dans l'histoire du capitalisme. Mais il le fait en marquant un sombre tournant. Le capitalisme de surveillance s'empare unilatéralement d'expériences privées pour les injecter sur le marché sous la forme de données comportementales. Ces données servent ensuite de matière première pour des procédés informatiques permettant de discerner des modèles de prévision. Et ces nouveaux « produits de prévision » sont ensuite vendus sur un marché d'un nouveau genre, qui se spécialise exclusivement dans ces paris sur les comportements humains futurs.

***PP :** Comment a-t-il vu le jour ?*

SZ : Le capitalisme de surveillance a été inventé par Google en 2001, en réaction à une urgence financière. Il a été créé afin de rapidement monétiser les services de recherche en ligne. Et il a rencontré un tel succès qu'il a migré sur Facebook et, quelques années plus tard, il est devenu l'option par défaut de la plupart des startups du secteur des technologies, sur les applications, etc. Mais nous ne pouvons plus dire que le capitalisme de surveillance se limite au secteur des technologies, car il s'étend désormais à l'ensemble de l'économie. On le retrouve dans le secteur des assurances, de l'automobile, de la finance et de la santé, dans l'enseignement et dans presque chaque produit qualifié d'« intelligent ». Et chaque service qui se veut « personnalisé »

*#CapitalismeDeSurveillance : comment s'en défaire et retrouver notre liberté – un entretien avec **@shoshanazuboff** **#EP2019***

© shutterstock

| Nest est un thermostat qui peut être connecté à d'autres appareils de la maison. Il collecte des données sur tous les aspects du comportement des occupants de l'habitation.

> *Les capitalistes de la surveillance sont conscients que plus les gens seront au fait de ce genre de pratiques, plus ils voudront s'en protéger. S'ils veulent recueillir des données sur notre comportement, ils doivent le faire en secret.*

participe à ces écosystèmes qui définissent les chaînes d'approvisionnement du capitalisme de surveillance.

PP : *Laissez-moi faire preuve d'un peu de naïveté : ils n'en ont pas plus après mes informations bancaires qu'ils ne jugent ou font chanter quelqu'un qui regarderait des vidéos pornographiques en ligne ou même lirait du contenu politique subversif sur la toile. Pourquoi devrions-nous avoir peur de ce phénomène ?*

SZ : L'appropriation unilatérale d'expériences humaines privées est l'essence même de la relation de surveillance. Personne ne vient vers vous pour vous dire : « Voici ce que nous voulons faire. Vous nous y autorisez ? » Les capitalistes de la surveillance sont conscients que plus les gens seront au fait de ce genre de pratiques, plus ils protesteront et voudront se protéger. Si ces nouvelles entités veulent recueillir des données pour prédire nos futurs comportements, elles doivent le faire en secret. C'est le fondement de la relation sociale du capitalisme de surveillance : c'est un miroir sans tain.

Au niveau sociétal, avec le capitalisme de surveillance et ses manœuvres secrètes pour collecter toutes sortes d'informations à notre propos, nous avons créé des institutions privées qui existent en dehors de la gouvernance constitutionnelle. C'est à n'en pas douter le cas aux États-Unis, même si en Europe, la situation est légèrement différente. Donc jusqu'à présent, ces entités échappent largement aux règles de l'état de droit, à la surveillance et aux valeurs démocratiques, et elles génèrent une formidable asymétrie des connaissances. Elles savent tout de nous, mais nous ne savons presque rien d'elles. Elles utilisent leurs connaissances pour servir les objectifs commerciaux d'autres entités.

PP : *Nous ne les avons pas encore nommés, mais nous parlons des géants du secteur : Facebook, Google, etc. Google continue de marteler « Don't be evil » (littéralement, « ne soyez pas malveillants »), mais ne le sont-ils pas ?*

SZ : Ça n'a rien à voir avec la malveillance des gens, bien que cette question soit cruciale au regard du droit et de la réglementation. Il ne s'agit même pas de savoir qui fait partie des gentils ou des méchants. Il s'agit d'une nouvelle logique économique, dictée par des impératifs économiques spécifiques. Ces entreprises doivent désormais répondre à ces impératifs économiques si elles veulent réussir.

PP : *Karl Marx a un jour écrit « le moulin à bras vous donnera la société avec le suzerain ; le moulin à vapeur, la société avec le capitalisme industriel ». Y a-t-il un certain déterminisme dans la technologie aussi ? Si vous parvenez à enfermer les gens dans des millions de petits moulins de discipline virtuels et isolés, vous obtiendrez le capitalisme de surveillance ?*

SZ : Je pense qu'il s'agit là d'une erreur de catégorie fondamentale : la confusion entre la technologie et le capitalisme de surveillance. Je tiens à préciser que le capitalisme de surveillance et le numérique sont deux choses différentes.

Laissez-moi vous donner un exemple. Dans les années 2000, avant l'invention du capitalisme de surveillance, un petit groupe d'élites composé de concepteurs, de spécialistes des données et d'ingénieurs de l'université Georgia Tech a eu l'idée d'inventer la « maison consciente » (« aware home »), un concept très similaire à ce que nous appelons aujourd'hui les « maisons intelligentes ». Mais elle fonctionnait en circuit fermé : toutes les informations recueillies étaient directement destinées aux occupants de la maison. Et ils étaient très clairs : ces données étaient si intimes et personnelles que seuls

les occupants pouvaient décider de ce qu'ils voulaient en faire.

Avance rapide jusqu'en 2017 : l'UniVersité de Londres a analysé un seul appareil de la « maison intelligente » : le « thermostat Nest », un produit de Google. « Nest » est un écosystème composé d'un thermostat et d'autres appareils de votre habitation pouvant s'y connecter. Il collecte une foule de données sur tous les aspects de votre comportement au sein de votre maison. Les chercheurs ont découvert qu'en installant un thermostat Nest, un consommateur consciencieux devrait examiner au minimum un millier de contrats de confidentialité, car toutes ces données comportementales sont désormais transmises à des tiers au travers du Nest.

Donc, nous avons les mêmes technologies, mais chacune est habitée par une logique économique fondamentalement différente. Et ici, c'est la logique économique, comme Max Weber le disait il y a longtemps déjà, qui détermine la manière dont ces technologies entrent dans nos vies, comment elles sont utilisées et leurs conséquences.

***PP :** Dans la perspective des élections européennes, comment les méthodes du capitalisme de surveillance interfèrent-elles avec la démocratie ?*

SZ : Et c'est ici qu'intervient la deuxième erreur de catégorie : nous ne pouvons pas réduire le capitalisme de surveillance à une seule entreprise. À l'heure actuelle, beaucoup de regards se tournent vers Facebook, car nos processus électoraux en Europe et aux États-Unis ont surtout été altérés par le biais des médias sociaux. Mais je pense qu'il faut garder à l'esprit que les méthodes utilisées dans l'affaire Cambridge Analytica pour fausser les élections sont les mêmes que celles que les capitalistes de la surveillance utilisent au jour le jour pour influencer notre comportement au profit de leurs objectifs commerciaux.

> *« Au XX^e siècle, nous sommes parvenus à trouver un équilibre entre les marchés et les démocraties au travers de l'élaboration de lois et de réglementations qui ont limité les excès du capitalisme, qui les ont subordonnés aux besoins d'une société démocratique. »*

Il existe aujourd'hui une série de moyens pour modifier les comportements, et ces moyens peuvent également être utilisés à des fins politiques. Et ce de la manière la plus viscérale qui soit : les arguments politiques et les informations qui nous parviennent semblent avoir été élaborés par le Quatrième pouvoir, par des journalistes professionnels qui respectent des normes et des critères spécifiques en matière de véracité de l'information. Mais ces informations sont corrompues intentionnellement pour nous tromper, pour influencer subrepticement notre comportement. Il s'agit évidemment d'un défi de taille pour la démocratie.

***PP :** La démocratie est-elle confrontée à d'autres défis ?*

SZ : Il y a aussi des défis plus subtils : notre société démocratique est également érodée de l'intérieur par ces méthodes. Et ce, car notre vie est de plus en plus définie par des réponses à des stimuli et par les récompenses et les sanctions subliminales qui saturent notre environnement dans cette nouvelle ère des médias numériques. Ces mécanismes érodent lentement notre autonomie morale.

Cette intervention dans notre autonomie est littéralement testée sur la population. En 2012, Facebook a lancé une gigantesque expérience en ligne sur le phénomène de « contagion », afin de voir s'il était possible d'utiliser des signaux subliminaux et des mécanismes de façonnement de la conscience pour modifier notre comportement de vote dans le monde réel. Un an plus tard, une autre expérience de ce type a été menée, également avec des signaux subliminaux, pour déterminer si ces derniers pouvaient modifier notre valence émotionnelle, de sorte à nous rendre plus tristes ou plus heureux. Les deux expériences ont fonctionné. Et dans les articles que les chercheurs ont écrits à ce sujet dans les revues scientifiques, ils se sont vantés que ces méthodologies permettaient de contourner la conscience de l'utilisateur.

***PP :** Mais si ces entreprises sont déjà parvenues à s'immiscer si loin sous notre peau, ou plutôt dans notre tête, est-il encore possible d'envisager d'y résister ?*

SZ : Je ne pense pas que la résistance sera le problème. Aujourd'hui, il est impossible de savoir exactement quels aspects de notre expérience sont transformés en données, où sont envoyées ces données, qui les utilise et à quelle fin. Donc la première chose à faire, c'est de mettre un nom sur les choses, car nous savons que lorsque les gens apprennent l'existence de ce type de procédés, ils ont envie d'y résister. Ils veulent dire non. Donc il faut d'abord lever le voile, mettre au jour tous ces processus, puis la résistance viendra comme une réaction toute naturelle.

Cela amènera un changement radical dans l'opinion, et le public exigera que des mesures soient prises. Les responsables que nous avons élus seront obligés de se montrer plus rigoureux dans l'élaboration de la prochaine génération de lois et de réglementations censées nous protéger contre ce genre de procédés. Évidemment, le règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'Union européenne constitue déjà un fameux pas en avant par rapport à ces vingt dernières années. Nous pouvons à présent nous appuyer sur le RGPD pour mettre au point des régimes réglementaires spécifiquement consacrés à ces mécanismes.

La propriété des données est avancée comme une solution pour la protection de la vie privée. Mais lorsque nous comprenons la voracité du capitalisme de surveillance et la manière dont il se nourrit, sans autorisation, de chaque aspect de nos expériences, la propriété des données est-elle vraiment suffisante ? Voulons-nous vraiment débattre de la propriété de données qui ne devraient pas exister en premier lieu ? Je compare cela à une discussion sur le nombre d'heures qu'un enfant de sept ans devrait travailler au sein d'une usine, quand nous devrions en réalité nous préoccuper du fait qu'aucun enfant ne devrait travailler.

Nous devons poser des questions de principe ici : est-il légitime que notre expérience soit récupérée sans aucune forme de consentement de notre part ? Est-il légitime que notre expérience soit transformée en données comportementales, en matière première pour la réalisation de prévisions ? Est-il légitime que ces prévisions soient vendues sur des marchés secondaires à des entreprises commerciales qui ont un intérêt à imaginer nos comportements futurs ? Et que ces opérations ne nous soient pas accessibles et que nous n'ayons rien à dire et aucun contrôle sur ces procédés ?

Combien de temps faudra-t-il encore pour que les gens décident de résister au #CapitalismeDeSurveillance ? ***@shoshanazuboff***

PP : *Au-delà de l'indignation possible des citoyens lorsqu'ils comprendront comment la réalité est fabriquée autour d'eux, voire à l'intérieur de leur tête, quel est votre message aux décideurs politiques ?*

SZ : Le premier message à nos décideurs est que nous devons comprendre que s'il est important de réglementer le fonctionnement d'une entreprise et d'appliquer nos lois antitrust et nos lois sur la vie privée, il faut aussi aller plus loin : nous devons prendre conscience que le capitalisme de surveillance se répand dans notre économie. Nous devons comprendre les mécanismes qui lui sont propres et nous devons mener un débat public pour déterminer si ces mécanismes sont compatibles avec la souveraineté individuelle et avec la souveraineté démocratique. Nous devons ensuite chercher comment nous pourrions décider d'interrompre et de proscrire ces mécanismes.

PP : *Mais comment y parvenir selon vous ?*

SZ : Je pense que le capitalisme de surveillance est une mutation pernicieuse du capitalisme. Au XXe siècle, nous sommes parvenus à trouver un équilibre entre les marchés et les démocraties. Mais nous n'y sommes arrivés qu'au travers de l'élaboration de lois et de réglementations qui ont limité les excès du capitalisme, qui les ont subordonnés aux besoins d'une société démocratique et au bien-être des individus, tant sur le plan social qu'économique. Nous en sommes à ce moment de l'histoire.

Nous sommes dans un monde où nous ne pouvons fonctionner efficacement au quotidien sans emprunter les canaux qui constituent également les chaînes d'approvisionnement du capitalisme de surveillance. Nous leur fournissons nos expériences qu'ils transforment en données comportementales, lesquelles seront utilisées pour ces opérations secondaires à notre insu ou sans que nous puissions le contrôler. Nous devons donc trouver des alternatives. Et dès que ces alternatives existeront, nous y aurons tous recours.

PP : *Il existe déjà des alternatives : Telegram au lieu de WhatsApp, ou d'autres moteurs de recherche comme DuckDuckGo au lieu de Google. Mais ces initiatives n'ont pas encore véritablement décollé.*

SZ : Ces initiatives doivent prendre de l'ampleur. Nous avons des moteurs de recherche tels que DuckDuckGo qui préservent notre vie privée et c'est terriblement important. Certains pourraient arguer que Google est un meilleur moteur de recherche, mais ce qu'ils ne comprennent pas, c'est que Google est sans doute meilleur en raison justement des pratiques que nous venons de décrier, et que l'amélioration de ses capacités de recherche a un prix que la plupart d'entre nous ne connaissent pas. Nous devons prendre conscience du vrai prix payé à Google pour ses recherches et de ses pratiques qui nous emmènent sur la voie au bout de laquelle nous trouvons Cambridge Analytica.

Nous sommes face à deux choix très différents ici. Et lorsque nous les confrontons, nous devons le faire sur tous leurs aspects, en étant bien conscients de leurs implications respectives. Et comme je l'ai dit au début : lorsque les choses sont transparentes et que les individus ont tous les éléments en leur possession, ils rejettent ces pratiques.